



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 26 novembre 2009

Cycle de Doha: retour à la case départ

L'Union suisse des paysans demande aux ministres réunis à Genève dans le cadre de l'OMC de modifier le cours du Cycle de Doha. Il n'est plus question de poursuivre sur la voie tracée jusqu'ici. Le moment est venu de changer de cap. Pour améliorer la situation des familles paysannes dans les pays en développement, il serait bon d'appliquer l'Accord de Hong-Kong et de supprimer les subventions à l'exportation. Seul un nouveau départ permettra de résoudre les problèmes actuels, tels l'augmentation de la faim ou l'ensemble des besoins auxquels l'agriculture mondiale doit répondre.

Du 30 novembre au 2 décembre, Genève accueille une nouvelle conférence ministérielle de l'OMC. Plutôt que de négocier, les participants entendent réfléchir à des sujets commerciaux fondamentaux, à la situation économique actuelle et à l'avenir de l'OMC. L'USP salue cette remise en perspective des objectifs de la mondialisation et du Cycle de Doha. Ce dernier a démarré il y a neuf ans, considéré alors comme le cycle du développement. Depuis, toutefois, le monde a changé. Il a connu une crise alimentaire et une crise financière, cette dernière ayant poussé bon nombre d'Etats à jeter leurs résolutions libre-échangistes par-dessus bord. Avec plus d'un milliard de personnes souffrant de malnutrition, la sécurité alimentaire et la lutte contre la faim sont des problèmes plus actuels que jamais. Or, le rapport sur l'agriculture mondiale montre que la poursuite de la libéralisation des marchés agricoles ne contribue en aucun cas à les résoudre. Bien au contraire ! Ce qu'il faut c'est une agriculture écologiquement, économiquement et socialement durable, pratiquée par des familles paysannes, dont la vocation est d'approvisionner les marchés locaux, de satisfaire les attentes des populations locales et de fournir des prestations multifonctionnelles.

L'agriculture suisse est justement l'illustration de ce modèle. Un accord final du Cycle de Doha, tel qu'il se présente aujourd'hui, réduirait de moitié environ, voire plus, le revenu déjà très faible des paysans. De multiples secteurs de production n'auraient aucune chance de s'en sortir. Il s'ensuivrait un bouleversement structurel, une réduction du nombre des secteurs de production à quelques uns et une dépopulation des régions de montagne et des régions périphériques. L'agriculture ne serait par ailleurs plus en mesure d'assumer son mandat constitutionnel et aucune mesure d'accompagnement ne permettrait de compenser totalement une telle perte. En outre, ce que veulent les paysannes et les paysans, ce n'est plus l'argent de l'Etat, mais des prix équitables, correspondant au niveau des coûts de production.

L'Union suisse des paysans demande une réorientation fondamentale du Cycle de Doha. Pour ne pas se retrouver les mains vides, il y a lieu premièrement de mettre en œuvre l'Accord de Hong-Kong sur la suppression des subventions à l'exportation. Ces dernières contribuent dans une large mesure à la distorsion des prix agricoles mondiaux, au détriment des familles paysannes des pays les plus pauvres. Une deuxième étape doit être consacrée au bilan du Cycle d'Uruguay et à la définition de nouvelles bases en vue d'un commerce mondial juste. A ce propos, la priorité doit être accordée au droit de chaque pays de maintenir une agriculture produisant des produits alimentaires pour sa propre population. Il faut y intégrer également d'autres aspects, tels que l'écologie, la protection des animaux, les conditions sociales et la multifonctionnalité. Il est vraiment temps de donner un nouveau départ au Cycle de Doha!

Renseignements:

*Urs Schneider, directeur suppléant, mobile 079 438 97 17
www.sbv-usp.ch*